

Loi sur les banques

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Que diriez-vous de prêts bancaires à la gauche?

M. Benjamin: S'il s'agit d'une dictature totalitaire de droite, de gauche ou autre, ce n'est pas normal. Si le député de Vancouver Quadra ou le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) veulent investir leur argent en faisant un prêt à la Banque d'État de Moscou ou au régime militaire du Chili, cela les regarde. Toutefois, je ne pense pas que le conseil d'administration d'une banque ait le droit de le faire au nom des centaines de milliers de déposants, de clients et surtout d'actionnaires de la banque sans leur demander leur avis. Ils ne sont jamais consultés.

M. Clarke: Chaque année.

M. Benjamin: Ils organisent une réception chaque année. Si un actionnaire essaie de protester, lors de l'assemblée annuelle, contre les investissements que fait la banque, il perd son temps. Chaque fois que des groupes religieux et des actionnaires assistent aux assemblées annuelles des banques et protestent contre les politiques d'investissement ou la conscience sociale de l'établissement, ils perdent leur temps. On s'illusionne si l'on croit que ces entreprises privées sont très démocratiques et que les actionnaires ont le dernier mot. Je n'ai jamais constaté cela avec aucune de ces banques.

M. Kaplan: Ils peuvent toujours vendre leurs actions.

M. Benjamin: Le candidat à \$90,000 de Toronto dit qu'ils peuvent toujours vendre leurs actions.

Une voix: Il peut toujours vendre son âme.

M. Benjamin: Peut-être, s'il en a une. Il lui est facile de faire ce genre de recommandation. S'il était conseiller en investissements, il aurait horreur de ce que font les banques. Mais il conseillerait quand même à ses clients d'y investir car cela rapporte. N'importe quoi pour faire de l'argent.

La Banque royale a participé à un prêt de 55 millions de dollars pour financer une aciérie au Chili. La Banque de Montréal a confirmé qu'elle faisait partie d'un consortium international qui accordera une aide économique de 125 millions de dollars à la junte militaire du Chili. Et pour aggraver son cas, elle a donné \$25,000 au parti conservateur et au parti libéral l'année dernière. Je suppose qu'elle le fait tous les ans. Je doute fort qu'elle ait consulté ses actionnaires. Et elle ne les a certes pas consultés avant de participer à ce prêt de 125 millions de dollars au Chili. Elle trouve toujours de l'argent pour ce genre d'entreprise, mais quand on lui propose de diminuer de quelques cents les dividendes de ses actionnaires et de renoncer à quelques millions de profit pour que cet argent puisse servir au développement et à la croissance de notre pays, elle s'empresse de dire que ce n'est pas rentable.

Je connais des tenants de la libre entreprise qui participent au maximum à la vie de notre société et de notre pays. Nous pouvons ne pas être d'accord avec eux sur des questions de politiques, mais ils apportent une précieuse contribution à leur collectivité, à leur province et à leur pays de multiples façons. Ils traitent bien leurs employés, ils souscrivent à des régimes de pension équitables et ils n'investissent pas dans n'importe lequel projet rien que pour «faire une piastre», comme on dit. Toutefois, nos banques et nos institutions financières le font. Voilà pourquoi la prétendue libre entreprise est en difficulté.

[M. Benjamin.]

C'est leur conscience sociale, leurs relations avec les gens, avec leurs actionnaires qui leur causent des ennuis.

M. Clarke: Nous n'avons pas d'ennuis.

M. Benjamin: Comme Marie-Antoinette, le député de Vancouver Quadra proclame: «Nous n'avons pas d'ennuis».

M. Clarke: C'est Pierre qui en a.

M. Benjamin: Peu importe que ce soit Pierre Elliott Trudeau ou R. B. Bennett, non qu'il y ait une grande différence entre ces deux hommes...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y en a un qui est mort.

M. Benjamin: L'un est mort, et l'autre le sera bientôt, sur le plan politique.

Ceux qui vantent l'éthique, la moralité et les qualités du système de la libre entreprise ont les mains sales. Je connais personnellement certaines de ces personnes. Ce sont des citoyens intègres. Pourtant, je ne pourrai jamais comprendre comment ils peuvent se regarder dans la glace le matin sans vomir. Non pas que tout le monde soit sans tache.

M. Stevens: Votre visage porte de nombreuses marques.

● (2112)

M. Benjamin: Les banques font de la publicité à la télévision pour nous dire tous les grands services qu'elles nous rendent, mais depuis la Confédération, les établissements bancaires n'ont pas fait grand-chose pour le Canada.

Nous avons besoin de seulement deux systèmes financiers au Canada, soit un réseau de banques à chartes nationalisées et un réseau de coopératives de crédit ou caisses populaires. J'aimerais raconter au député de Vancouver Quadra qu'il y a une trentaine d'années, la première fois que j'ai essayé d'obtenir un prêt d'une banque pour obtenir quelque chose qui coûtait \$2,700, et pour lequel j'avais déjà \$2,000, le gérant de la banque, qui était très aimable quand il s'agissait de jouer au curling ou de prendre une tasse de café, m'a demandé si j'étais propriétaire d'un terrain, ce que je n'étais pas, si j'étais propriétaire d'une maison, ce que je n'étais pas non plus, et si j'avais de l'argent. Je lui ai répondu que j'avais \$2,000, une bonne réputation et un emploi, mais il m'a dit qu'il ne pouvait malheureusement pas me prêter les \$700 dont j'avais besoin. Il était gérant de succursale d'une de nos grandes banques à charte. J'avais une femme, trois enfants et toutes sortes de dettes comme la plupart des Canadiens à cette époque, mais le gérant de la banque ne pouvait pas me faire confiance en tant que client.

C'est à ce moment-là que j'ai compris et que je me suis adressé à ma coopérative de crédit. Je me suis rendu à la coopérative de crédit, j'ai payé \$5 pour devenir membre de la coopérative et j'ai obtenu mes \$700 avant midi le même jour. Depuis, je n'ai jamais fait affaire avec une autre institution que la coopérative de crédit, monsieur l'Orateur.

Une voix: Vous lui devez encore de l'argent.

M. Benjamin: La coopérative m'a prêté de l'argent bien des fois et elle m'a parfois fait crédit pendant plus longtemps que ma propre mère ne m'a porté.